

L'élaboration des politiques publiques territoriales de développement durable

Des représentations sociales aux modes de gouvernance

21

Le parti pris de l'enquête a été d'envisager le développement durable comme label, comme nouvel espace de jeux sociopolitiques et comme objet d'usages et d'appropriations multiples. Il s'agissait de porter notre attention sur les processus plus que sur les choix mis en œuvre dans l'élaboration localisée de dispositifs qui se réclament du développement durable. Cette étude a cherché à interroger l'émergence de nouveaux modes organisationnels, les processus d'apprentissage et d'invention mis en œuvre, les nouvelles marges d'action offertes aux acteurs territoriaux par une action publique qui pousse à la gestion «globale» et déssectorisée des problèmes.

La problématique centrale qui a structuré cette recherche a été de cerner l'impact de l'élaboration des dispositifs de développement durable sur des jeux d'acteurs et sur leurs pratiques militantes ou professionnelles, en s'appuyant sur l'hypothèse que l'élaboration localisée des politiques de développement durable offre des espaces disponibles pour des recompositions dans les manières de faire et de concevoir l'action publique.

Terrain

Trois terrains en région PACA ont été retenus : la mise en œuvre de la directive européenne Natura 2000 (directive Oiseaux et Habitats) sur trois sites, l'élaboration d'un SAGE (Schéma d'aménagement et de gestion de l'eau) et l'élaboration du PLU (Plan local d'urbanisme) dans trois communes.

Méthodologie

Des partis pris communs ont réuni l'équipe :

- l'approche empirique : repérer d'éventuelles transformations des identités d'action, des manières de faire et des systèmes de relation des acteurs institutionnels, supposait de minutieuses investigations locales, susceptibles de nous éclairer sur l'évolution des pratiques professionnelles à partir d'études de cas ;
- faire dialoguer entre eux différents «terrains», c'est-à-dire des sites différents mais aussi des secteurs d'action publique relativement étanches, tout au moins jusqu'ici : protection de la biodiversité, urbanisme, gestion de l'eau, afin de nourrir une

dynamique comparative à l'échelle du collectif de recherche ;

- la volonté d'écarter toute posture nominaliste : il s'agissait d'aller au-delà des mots d'ordre du développement durable pour saisir dans leur diversité les situations pratiques auxquelles participent – et que participent à construire – les acteurs institutionnels impliqués dans la négociation des objectifs qui lui sont associés.

Principaux résultats

Les recompositions contrariées des jeux d'acteurs :

rôle accru dans les dispositifs concertés de développement durable de certains acteurs (associations d'usagers, DDAF, acteur intercommunal). Si ces dispositifs permettent aux acteurs de l'action publique locale de sortir des liens de proximité qu'ils entretenaient, les communautés de politiques publiques perdurent. L'enquête révèle le caractère relatif des transformations observées. Les partenariats mis en œuvre se heurtent à des difficultés : impliquer les milieux économiques et les élus ; forte dépendance du dispositif à l'égard d'un ou d'acteurs dont l'assentiment conditionne l'issue de la démarche. La concertation a du mal à compenser les configurations fortement dissymétriques. Le développement durable apparaît à travers ces dispositifs comme une thématique «experte», que les outils de concertation mis en place ont du mal à faire partager au-delà du cercle des techniciens acquis à cette cause.

Le renouvellement marginal et précaire des pratiques professionnelles :

les techniciens se voient contraints d'entrer malgré eux «en politique» par le biais d'arènes dont la dimension civique, bien que déniée par des acteurs en situation de porte-à-faux vis-à-vis des élus locaux, apparaît tangible dans bien des cas étudiés. Sur les terrains observés, les retombées institutionnelles de ces apprentissages et les innovations organisationnelles ne sont pas négligeables, mais ils sont rendus précaires par le statut des techniciens, leur position fragile dans la structure et le caractère aléatoire des montages juridiques et financiers.



Des représentations sociales aux modes de gouvernance

Composition de l'équipe

Maurice Olive et Gilles Massardier, enseignants chercheurs à l'Institut d'études politiques (IEP), Aix-en-Provence ; de l'ARENES (Appui, Recherche et Éducation pour la Négociation locale sur les EnvironnementS) et du CESSA (Centre d'études en sciences sociales appliquée), laboratoires associatifs marseillais.

